

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/Au-Mexique-enquete-sur-les-violations-de-droits-de-l-homme-par-l-armee>

Au Mexique, enquête sur les violations de droits de l'homme par l'armée

- Les Cousins - Mexique -

Date de mise en ligne : mardi 21 juillet 2015

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La Commission Nationale des Droits de l'Homme du Mexique cherche à déterminer la responsabilité de militaires mexicains dans l'assassinat d'un enfant de 12 ans dans l'Etat de Michoacán, et la disparition d'au moins 7 civils dans l'Etat de Zacatecas. Une affaire qui fait suite à beaucoup d'autres, mais qui soulève de nombreuses questions alors que le Mexique était, avec son armée, invité au défilé du 14 juillet dernier en France, et que celle-ci est en négociation avec le pays pour lui vendre des hélicoptères et d'autres armes lourdes.

Depuis plusieurs mois les exactions de l'armée, mais aussi de la police mexicaines et les violations de droits de l'homme marquent le Mexique, après la disparition de 43 étudiants de Ayotzinapa, à Guerrero, en septembre de 2014 (tués par des membres de la police municipale avec sans doute l'appui de la police fédérale), le décès de 22 personnes à Tlatlaya, en juin de l'année dernière.

Dimanche dernier une patrouille militaire a mené une opération dans la ville de Aquila, Michoacán, contre un groupe de civils qui manifestaient pour la libération d'un des leurs, tuant un garçon de 12ans, et blessant plusieurs autres civils.

Dans le cas des sept disparus de Zacatecas, le *Secrétariat de la Défense Nationale* (Sedena) a reconnu que des éléments existaient quant à la participation du 97ème bataillon d'infanterie ; leurs cadavres ayant été trouvés 11 jours après leur disparition, tous présentant des marques de torture et d'exécution par balle.

Les enquêteurs militaires ont « trouvé des preuves d'une probable participation des militaires » selon le communiqué. Les autorités n'indiquent pas combien de militaires sont mis en cause. Les militaires mexicains sont régulièrement mis en accusation pour des violations de droits de l'homme depuis leur déploiement en 2006 pour soit disant combattre les cartels.

Or le gouvernement français su tirer parti de la conjoncture politique et sécuritaire mexicaine et du processus de militarisation. En 10 ans, le budget total de la sécurité au Mexique a plus que doublé. Et entre 2009 et 2014, la France a vendu au Mexique l'équivalent de 500 millions d'euros en armement, selon un rapport parlementaire.

[El Correo de la diaspora latinoamericaine](#) avec [Página 12](#). Paris, 21 juillet 2015.

Complement d'information : « [VENTE ILLEGALE D'ARMES DE L'ALLEMAGNE AU MEXIQUE](#) ». El Correo de la diaspora latinoamericaine, Paris, le 21 mai 2015.